**Intervention du jeudi 09 avril 2015**

Au cœur de la pensée magique du gouvernement, il y a le « pacte de responsabilité », (qui comprend entre-autre le Crédit Impôt pour la Compétitivité et l’Emploi, l’Accord National Interprofessionnel voté par l’ancienne députée devenue secrétaire d’Etat et dont l’ambition aujourd’hui est de gouverner la nouvelle région ) une forme de sacrifice rituel sans contrepartie sur l’autel du patronat, tout à la fois un « acte de foi » dans les vertus cardinales de la baisse du coût du travail, et un « acte de contrition » à l’endroit d’un patronat trop longtemps fustigé pour sa cupidité…

Dans ces conditions, on se demande toujours ce que l’« observatoire des contreparties » a pu observer depuis sa création en janvier 2014.

Sans doute est-il aux contreparties ce que l'« *Osservatore Romano* » est aux miracles et aux apparitions ? Une instance aussi fantomatique que les phénomènes qu’elle est chargée d’observer.

De la promesse d’une inversion (de la courbe du chômage) au retour sans cesse différé (de la croissance), de l’annonce d’un remaniement entretenu par les rumeurs et les pronostics à l’attente d’un rebond dans les sondages, de « choc » de simplification en « sursaut » courageux ou encore de « cap » en « tournant », la vie politique de ce quinquennat se dévoile comme une gestion stratégique des attentes non satisfaites… et de cadeaux aux grandes entreprises et multinationales du pays.

La globalisation a entraîné partout dans le monde une dénationalisation de l’espace économique, ayant pour effet paradoxal de provoquer une renationalisation des discours politiques.

N’ayant plus les moyens d’agir, les gouvernements essaient de susciter des effets de croyance, des perceptions au travers des médias : une information au mieux édulcorée, au pire dictant le correctement pensé et les faits divers pour en faire des faits de société.

**Gouverner aujourd’hui, c’est tenter de contrôler la perception qu’ont les citoyens des discours possibles de la politique économique.**

C’est ce théâtre qui tient lieu en France de débat public depuis le début des années 2000.

L’orthodoxie néolibérale jette la malédiction sur les assistés.

La haine de l’étranger devient le seul contenu d’un patriotisme.

L’extrême droite fait le jeu des injonctions néolibérales qu’elle prétend combattre, en fustigeant les chômeurs, les assistés, les fraudeurs (enfin pas tous !~~sauf~~  Pas les possédants)

Partout la même parole xénophobe, le même déchaînement des passions tristes, le même débat démocratique rabaissé par l’insulte et l’anathème.

Depuis un an à Matignon, l’action de Manuel Valls consiste à faire de la politique un théâtre moral où s’affrontent des valeurs…

Faute de souveraineté populaire (usage du 49/3 tant décrié par Hollande lorsqu’utilisé par le gouvernement Sarkozy) et de stratégie politique, il se condamne à un électoralisme de bon aloi consistant à donner des signes aux faiseurs d’opinion et à tous ceux qui peuvent donner du crédit ou de la popularité à un pouvoir discrédité (sondages, agences de notation, éditorialistes serviles…).

Une politique des signes qui consiste à adresser à l’opinion des touches d’optimisme en pleine crise de confiance et des signes de volontarisme en situation d’insouveraineté.

Politique des signes ou pensée magique qui s’efforce de provoquer le retour « définitif et durable » de la croissance perdue…

À l’instar des incantations supposées faire advenir un climat favorable, des chants rituels en faveur des moissons ou d’une bonne récolte, l’efficacité magique apparaît comme un objet de croyance.

D’ailleurs, les grandes voix de ce gouvernement, celles qu’on entend le plus, ne jouent-elles pas sur le mode de l’incantation ?

Il y avait Montebourg, le grand chaman du redressement productif, puis ce fut Valls à l’intérieur, l’exorciste de l’insécurité, Najat Vallaud-Belkacem, la fée changeant les cendrillons de l’école abandonnée en princesses intégrées, Macron transformant les chômeurs en milliardaires, Taubira la prêtresse qui convoque les esprits absents…

Le quinquennat de François Hollande est l’histoire de cette fuite dans la pensée magique.

Depuis 2002, c'est le même jeu de rôles autour des mêmes débats et avec les mêmes personnages zombies qui courent après leur élection (ou réélection), l’indéboulonnable trio qui tient en haleine les chroniqueurs et fait fuir les électeurs : Sarkozy, Hollande, Le Pen.

La Ve République ne sert plus qu'à perpétuer contre les sondages et les électeurs une classe politique à bout de souffle. Elle contribue désormais à la glaciation de la vie démocratique.

Et cette glaciation, a un effet paradoxal :

La politique, cette politique est devenue risible.

Si le peuple a dans sa sagesse, placé si haut Sarkozy ou Hollande en les portant au sommet de l’État ; c’était peut-être, comme l’écrivait Kafka, *« pour ne rien perdre en les perdant »*.

Et le syndicalisme dans tout ça ?

Au rencart ! Affaire de moquette et quelques milliers d’euros feront écran de fumée à des milliards distribués sans concessions…

Nous ne devons pas tomber dans le piège.

De tout temps seule la lutte des travailleurs au sens large du terme qu’ils soient ouvrier, cadre, agents des services publics a permis des avancées sociales.

Les travailleurs mais aussi les retraités, les privés d’emploi ont intérêt à parler du réel de la vie quotidienne, de ce qu’ils endurent.

C’est à eux, à nous de faire valoir ~~notre~~ la volonté de changement.

Le syndicat a de multiples responsabilités parmi lesquelles non pas celle d’expliquer qu’il faut s’adapter à la crise et signer des accords qui réduisent encore les droits des salariés; mais au contraire être force de proposition et se battre pour éclairer les consciences, tracer des perspectives concrètes.

En cela les 32 heures proposées par la CGT ouvre un champ sur le travail, son contenu, sa rémunération mais aussi sur le temps libre de chacun et un meilleur partage du travail sans perte de pouvoir d’achat pour une meilleure distribution des richesses.

Les richesses accaparées par une minorité avec la complicité de ce gouvernement qui s’est assis sur les promesses de campagne.

Un gouvernement qui ne fait qu’enfoncer le clou avec la réforme des retraites par exemple alors qu’en 2011 la députée de la circonscription défilait dans les rues de St Gaudens pour la retraite à 60 ans !

Il nous faut asservir la finance pour la mettre au service du développement social, de la protection de l’environnement, des services publics !

L’humain doit être au centre de nos préoccupations.

Cette société que l’on nous promet, que l’on voudrait nous imposer n’est pas une fatalité !

Et si nous pensons qu’il faut la changer, nous devons nous mobiliser ENSEMBLE, ne rien lâcher pour laisser aux générations futures un monde de solidarité, de justice sociale, de fraternité.

Les grecs ont ouvert la voie en refusant le diktat des politiques d’austérité.

Certes, il est encore tôt pour dresser un bilan de ce mouvement populaire qui a gagné jusque dans les urnes.

Les espagnols vont nous l’espérons leur emboîter le pas.

Alors qu’attendons-nous ?

Les belles paroles n’y croyons plus !

Nos dirigeants sont des menteurs !

Nos élus locaux que ce soit le député la secrétaire d’état ou les majorités PS de l’ancien conseil général et du conseil régional, loin d’être des frondeurs accompagnent sans vergogne la politique d’austérité et de casse des acquis sociaux du gouvernement Valls !

Notre idéal bien plus qu’un rêve, un autre monde on n’a pas le choix !

Alors retroussons-nous les manches !

Et ensemble bâtissons des lendemains qui chantent !

Le 9 avril 2015

Rajout par tierce personne, toi par exemple... après l’intervention :

La permanence de l’Union Locale CGT vous est ouverte.

Nous ne ferons rien sans la mobilisation de tous, de chacun de vous.